

Révélation explosive sur le FBI : Non seulement le FBI a inventé une fausse « collusion » entre Trump et la Russie, mais il a étouffé 4 enquêtes criminelles sur les Clinton. Silence total des médias français qui n'ont cessés de salir Trump !



[Source : europe-israel.org]

[Voir aussi :

Le rapport Durham sur la supposée collusion Trump-Russie a été publié]

Le rapport très attendu du conseiller spécial John Durham sur les origines de l'enquête du FBI sur la campagne Trump en 2016 a révélé que les hauts dirigeants du Bureau ont mis fin à quatre enquêtes criminelles sur Hillary et Bill Clinton.

En 2014, le FBI a enquêté sur les affirmations d'une source confidentielle « bien placée » selon lesquelles un gouvernement étranger non nommé avait l'intention de « contribuer à la campagne présidentielle anticipée d'Hillary Clinton, afin de gagner de l'influence auprès d'elle si elle remportait la présidence », indique le rapport.

Le bureau local chargé d'enquêter sur ces allégations a « presque immédiatement » demandé un mandat en vertu de la loi sur la surveillance du renseignement étranger (FISA), mais ce mandat est resté « dans les limbes » pendant environ quatre mois, principalement en raison de la campagne présidentielle de Mme Clinton, qui était alors attendue.

Comme indiqué dans le rapport de Durham :

Selon un autre agent, la demande s'est attardée parce que « tout le monde était 'super plus prudent' » et « effrayé par le grand nom [Clinton] » impliqué. « [L]es gens étaient assez « tippy-toeing » autour de HRC parce qu'il y avait une chance qu'elle soit le prochain président. »

Le rapport de Durham a également révélé que trois bureaux locaux distincts du FBI à Washington, DC, Little Rock, Arkansas, et New York City, New York, ont ouvert des enquêtes sur « une activité criminelle possible impliquant la Fondation Clinton » moins d'un an avant l'élection présidentielle de novembre 2016.

L'une de ces enquêtes a été déclenchée par le livre de Peter Schweizer, collaborateur de Breitbart News, *Clinton Cash*, qui a révélé le réseau mondial de trafic d'influence de la Fondation Clinton.

Comme l'indique le rapport de Durham :

À partir de janvier 2016, trois bureaux locaux du FBI, le New York Field Office (» NYFO* «), le Washington Field Office (» WFO* «) et le Little Rock Field Office (» LRFO** «), ont ouvert des enquêtes sur d'éventuelles activités criminelles impliquant la Fondation Clinton. La communication d'ouverture de l'IRFO faisait référence à un produit de renseignement et à un rapport financier corroborant qu'une « industrie commerciale particulière a probablement engagé un fonctionnaire fédéral dans un système de flux d'avantages, à savoir que d'importantes contributions monétaires ont été versées à une organisation à but non lucratif, sous le contrôle direct et indirect du fonctionnaire fédéral, en échange d'une action et/ou d'une influence favorable du gouvernement ». L'enquête de la WFO a été ouverte en tant qu'enquête préliminaire, car l'agent chargé du dossier souhaitait déterminer s'il pouvait obtenir des informations supplémentaires pour corroborer les allégations d'un livre récemment publié, *Clinton Cash*, de Peter Schweizer, avant de chercher à convertir l'affaire en enquête complète. En outre, les enquêtes du LRFO et du NYFO comprenaient des prédictions basées sur des rapports de sources qui identifiaient les gouvernements étrangers qui avaient fait, ou proposé de faire, des contributions à la Fondation en échange d'un traitement favorable ou préférentiel de la part de Clinton.

S'adressant au *DailyMail*, M. Schweizer a déclaré avoir reçu « un appel de quelqu'un du bureau du FBI de New York après la sortie du livre ».

« Il y a eu un article du *New York Times* sur Uranium One. Il confirmait en quelque sorte ce que nous avons dans le livre. Je pense que c'est ce qui a déclenché l'intérêt », a déclaré M. Schweizer. « Dans le cas de la Fondation Clinton, il y a eu transfert d'importantes sommes d'argent, des positions politiques ont été affectées et des preuves certifiables ont été apportées.

« Je ne suis pas juriste, je ne peux donc pas dire ce qui était illégal. Mais il y avait bel et bien quelque chose, avec tous les discours, les dons et les effets politiques, et personne ne l'a jamais vraiment contesté », a-t-il ajouté.

En fin de compte, la direction du FBI a organisé une réunion conjointe avec les trois bureaux locaux, le siège du FBI et les bureaux des procureurs des États-Unis concernés. La première réunion conjointe a eu lieu le 1er février 2016. Cependant, le chef de la section de l'intégrité publique du ministère de la Justice, Ray Hulser, a déclaré que le briefing du FBI lors de cette réunion était « mal présenté » et qu'il n'y avait « pas assez de prédictions pour au moins l'une des enquêtes ».

Une deuxième réunion conjointe a eu lieu le 22 février 2016, présidée par l'ancien directeur adjoint du FBI Andrew McCabe.

M. McCabe « a d'abord ordonné aux bureaux locaux de clore leurs dossiers », mais il a ensuite accepté de « reconsidérer la décision finale concernant ces dossiers », indique le rapport de M. Durham.

Paul Abbate, qui était à l'époque directeur adjoint du bureau local du FBI à Washington, a décrit le comportement de M. McCabe lors de la réunion conjointe comme étant « négatif », « agacé » et « en colère ».

Comme le précise le rapport :

Selon Abbate, McCabe a déclaré « ils [le département] disent qu'il n'y a rien ici » et « pourquoi faisons-nous cela ? ». À la fin de la réunion, Campbell a indiqué que l'approbation du directeur adjoint serait requise pour toute mesure d'enquête manifeste.

Le rapport de Durham révèle également que l'ancien directeur du FBI, James Comey, a exigé, par le biais d'un intermédiaire, que le bureau local de New York « cesse et abandonne » son enquête sur la Fondation Clinton.

En début de semaine, M. McCabe a affirmé que le rapport Durham n'avait « jamais fait l'objet d'une enquête légitime ».

« Nous savions depuis le début exactement ce que John Durham allait conclure, et c'est ce que nous avons vu aujourd'hui. Nous savions depuis le début qu'il ne s'agissait pas d'une enquête légitime », a déclaré M. McCabe. « Il s'agissait d'une opération politique visant à infliger une sorte de châtement aux ennemis présumés de Donald Trump et au FBI.

Le rapport de Durham a mis en évidence les différentes approches du FBI concernant leurs enquêtes sur Clinton et l'ancien président Donald Trump.

« L'utilisation de briefings défensifs en 2015 contraste avec le fait que le FBI n'a pas fourni de briefing défensif à la campagne Trump environ un an plus tard, lorsque l'Australie a partagé les informations de Papadopoulos », indique le rapport.

Le représentant républicain de Floride Matt Gaetz, qui siège à la sous-

commission « Armement du gouvernement fédéral » de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, a déclaré au *DailyMail* que le rapport de M. Durham méritait « une exposition et un examen supplémentaires ».

« Les Clinton avaient une équipe de personnes au FBI qui s'interposaient pour eux afin d'éviter toute culpabilité criminelle », a déclaré M. Gaetz à l'hebdomadaire. « Ces questions méritent absolument d'être exposées et examinées de manière plus approfondie.

L'ancien député Jason Chaffetz (R-UT) a déclaré que les enquêtes du FBI sur les Clinton « ont été stoppées par les hauts responsables qui avaient un désir politique évident de voir Donald Trump perdre et Hillary Clinton gagner. »

« C'est vraiment dégoûtant. Ces enquêtes doivent absolument être réexaminées », a-t-il déclaré au *DailyMail*. « Il n'y a aucune raison pour que le Congrès n'organise pas une série d'auditions avec les agents de terrain qui poursuivaient la Fondation Clinton, ainsi que des entretiens publics avec eux.

© Jean-Patrick Grumberg pour Dreuz.info. Traduit et adapté depuis un article de Breitbart

Le rapport Durham dit que la CIA a informé le vice-président Biden, en 2016, que la collusion de Trump avec la Russie était bidon

Le rapport final du conseiller spécial John Durham aura peut-être des conséquences au-delà des défaillances du FBI qu'il a exposées dans le cadre de la fausse accusation de collusion de Trump avec la Russie, aujourd'hui discréditée.

Voici des extraits de l'article paru sur Just the News.

Le président Joe Biden, qui doit faire face à une campagne de réélection ; le Congrès, qui doit décider s'il faut mettre fin à l'espionnage sans mandat ; et des alliés des États-Unis, souvent sollicités pour aider les services de renseignement américains, sont tous confrontés à des questions qui « donnent à réfléchir » à la suite des révélations fracassantes du rapport.

Les conclusions principales de Durham ne seront guère une surprise pour les lecteurs de Dreuz qui ont suivi cette scandaleuse saga, d'où tous les

protagonistes sont sortis sans une égratignure, parce qu'ils sont Démocrates, dont protégés par le Deep State, et que les Républicains sont trop mous pour passer à l'offensive.

1. Le FBI ne disposait d'aucune preuve ni d'aucun renseignement justifiant l'ouverture d'une enquête sur Donald Trump en tant que candidat du GOP à la présidence en 2016,
2. Le FBI a piétiné ses propres règles faites pour protéger les libertés civiles.
3. Il a fermé les yeux lorsque des lumières rouges clignotantes indiquaient que les allégations de collusion avec la Russie n'étaient rien d'autre qu'un sale coup politique d'Hillary Clinton et de ses partisans.

Mais la question de savoir ce qu'il faut faire de ces faits et comment imposer des conséquences aux mauvais comportements mis en évidence dans le rapport de 306 pages est loin d'être réglée : preuve est faite que la gauche possède aujourd'hui un passe-droit quasi total.

Le président de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, Jim Jordan, a entamé le processus de correction de ces questions en convoquant Durham pour témoigner devant sa commission la semaine prochaine. Il a suggéré que son collègue pourrait utiliser le pouvoir de la bourse pour punir les acteurs qui ont permis à l'enquête sur la collusion avec la Russie de perdurer pendant trois ans en l'absence de toute justification ou de toute preuve. On peut supposer sans prendre de gros risques qu'il n'en fera rien : les Républicains menacent beaucoup, mais ne passent pas souvent à l'acte.

Plusieurs acteurs clés seraient également confrontés à de nouvelles questions concernant leur propre comportement s'ils n'étaient pas Démocrates.

Le président actuel – déjà confronté à une affaire louche, à savoir que ses alliés de la communauté du renseignement ont fabriqué un faux narratif pour l'élection de 2020 en présentant faussement l'ordinateur portable de Hunter Biden comme une désinformation russe – faux narratif que Biden a utilisé lors d'un débat présidentiel – est mentionné dans le rapport Durham comme ayant été informé à l'été 2016 d'un plan de la campagne Clinton visant à fabriquer le scandale de la Russie contre Trump.

Biden était présent lors d'une réunion d'information organisée le 3 août 2016 au cours de laquelle le directeur de la CIA de l'époque, John Brennan, a rencontré des représentants de l'administration Obama pour les informer que des efforts étaient déployés pour faire croire que la Russie s'ingérait dans les élections, Brennan savait que l'histoire était bidon.

Plus précisément, les notes manuscrites déclassifiées du directeur Brennan indiquent qu'il a informé les participants à la réunion de « l'approbation

par Hillary Clinton, le 26 juillet, d'une proposition de l'un de ses conseillers [de campagne] visant à vilipender Donald Trump en créant le scandale d'une ingérence des services de sécurité russes », a écrit M. Durham dans le rapport.

2 Les alliés – qui considèrent généralement les États-Unis comme le chef de file en matière d'enquêtes honnêtes et de renseignements précis – prendront certainement une pause en lisant que les États-Unis du président Obama se sont comportés comme une République bananière. La réaction de la Grande-Bretagne, qui s'est exprimée à grand renfort de jurons, lorsqu'elle s'est rendu compte qu'elle avait été entraînée dans une enquête de contre-espionnage sans aucun fondement est un douloureux exemple.

Le rapport décrit les interactions entre l'attaché juridique du FBI à Londres et les responsables des services de renseignement au sujet du mauvais accueil réservé à l'enquête par les services de renseignement britanniques. L'attaché de Londres a exprimé son incrédulité face à la « minceur » des preuves à l'appui de l'affaire, et a déclaré aux fonctionnaires que le personnel britannique était « ouvertement sceptique ». Il a averti que les plans du FBI pour une opération « n'avaient pas de sens ».

Après que des responsables du renseignement américain ont montré à des agents britanniques l'enregistrement d'un conseiller de Trump, l'attaché a décrit la réaction britannique comme n'étant « pas positive en raison de l'absence de toute preuve ». Lors d'une interaction ultérieure, l'attaché a déclaré que les Britanniques en avaient « assez ».

3 L'ancien enquêteur de la Chambre des représentants, Kash Patel, a indiqué, lors d'une apparition lundi dans l'émission de télévision « Just the News, Noise Noise », que les révélations sur les protestations et moqueries de l'étranger à l'égard de l'enquête allaient saper les États-Unis en tant que modèle sur lequel fonder un système de justice impartial.

« Cette révélation », a-t-il déclaré, « continue d'éroder notre système judiciaire et de créer un système de justice à deux vitesses. Les gens ne peuvent plus regarder l'Amérique et se demander comment mettre en place un système de justice unique et uniforme ».

4 Le Congrès doit également décider si le FBI – qui a violé ses propres règles et permis la poursuite d'une enquête en l'absence de toute preuve d'actes répréhensibles – doit se voir confier pour plusieurs années encore les formidables outils de renseignement dont il a abusé dans le cadre de la fausse collusion avec la Russie, notamment la demande, qu'ils ont obtenue, de surveillance sans mandat au titre des mandats FISA (cour secrète qui autorise la mise sous écoute et sous surveillance d'Américains dans le cas de menace intérieure), qui doivent être renouvelés cette année.

Un homme de longue date du FBI, Kevin Brock, directeur adjoint du

renseignement à la retraite, a déclaré lundi soir à l'émission de télévision « Just the News, No Noise » que la confiance du bureau était certainement diminuée.

« Le FBI a été essentiellement détourné par une poignée de cadres supérieurs qui avaient un but, qui n'aimaient pas Donald Trump, et qui ont utilisé les pouvoirs impressionnants du FBI pour lancer une enquête au mépris de toutes les directives et restrictions légales qui empêcheraient l'utilisation abusive du FBI », a noté M. Brock.

« Ils ont ouvert un dossier sans précaution adéquate, les précautions qui sont vitales pour protéger chaque Américain d'un FBI qui mènerait une enquête parce qu'il n'aime pas la couleur de vos chaussures », a-t-il ajouté.

Le rapport Durham est sans équivoque quant aux fautes commises par le FBI

Ni les forces de l'ordre américaines ni la communauté du renseignement ne disposaient de preuves réelles de collusion, et ce depuis le début de l'enquête baptisée « ouragan Crossfire », écrit Durham dans son rapport de 300 pages envoyé au Congrès, et pourtant, ils ont continué leur « enquête » pendant trois ans.

Ceci est en phase avec tous les articles publiés sur Dreuz sur le sujet entre 2016 et 2019. Tous les médias français ont diffusé des thèses conspirationnistes, tandis que Dreuz rapportait des faits réels. Et c'est Dreuz qu'on accuse d'être complotiste.

- Durham a reproché au ministère et au FBI de ne pas avoir respecté leurs propres normes.
- Il les accuse d'avoir permis la poursuite d'une enquête, y compris la surveillance d'un citoyen américain, sans le moindre fondement, et ce en vertu de la loi sur la surveillance du renseignement étranger (Foreign Intelligence Surveillance Act ou FISA).

« Sur la base de l'examen de Crossfire Hurricane et des activités de renseignement connexes, nous avons conclu que le ministère et le FBI n'ont pas respecté leur importante mission de stricte fidélité à la loi dans le cadre de certains événements et activités décrits dans le présent rapport », écrit Durham.

« Le personnel du FBI a également ignoré à plusieurs reprises des règles importantes lorsqu'il a continué à demander le renouvellement de cette

surveillance FISA tout en reconnaissant – à l'époque et a posteriori – qu'il ne croyait pas sincèrement qu'il y avait des raisons de penser que la cible [Donald Trump] était sciemment engagée dans des activités de renseignement clandestines pour le compte d'une puissance étrangère ».

Le FBI a reconnu les manquements du passé, affirmant que les conclusions de Durham justifiaient les changements apportés par l'actuel directeur Christopher Wray après avoir succédé au directeur James Comey, qui a été limogé. Sauf que la reconnaissance de manquements et la promesse d'y remédier est le nom de code pour s'en tirer à bon compte et continuer comme si de rien n'était.

« La conduite en 2016 et 2017 que le conseiller spécial Durham a examinée était la raison pour laquelle la direction actuelle du FBI a déjà mis en œuvre des dizaines de mesures correctives, qui sont maintenant en place depuis un certain temps. Si ces réformes avaient été mises en place en 2016, les faux pas identifiés dans le rapport auraient pu être évités », a déclaré le FBI.

« Ce rapport renforce l'importance de veiller à ce que le FBI continue à faire son travail avec la rigueur, l'objectivité et le professionnalisme que le peuple américain mérite et attend à juste titre ».

J'espère que vous ne croyez pas un mot de ce communiqué. Le FBI a continué jusqu'à présent à politiser sa puissante capacité policière.

M. Durham a notamment reproché au FBI de s'être appuyé sur des preuves issues de la campagne de la candidate Démocrate à l'élection présidentielle de 2016, Hillary Clinton, y compris le dossier Steele, aujourd'hui discrédité, estimant que les dirigeants n'avaient pas la méfiance nécessaire à l'égard d'allégations motivées par des considérations politiques. Là, Durham se trompe totalement : les dirigeants savaient exactement ce qu'ils faisaient.

« Notre enquête a également révélé que les cadres supérieurs du FBI ont fait preuve d'un sérieux manque de rigueur analytique à l'égard des informations qu'ils recevaient, en particulier celles provenant de personnes et d'entités affiliées à des partis politiques », a-t-il écrit. « Ces informations ont en partie déclenché et soutenu Crossfire Hurricane et ont contribué à l'enquête du conseiller spécial Mueller.

»En particulier, ils se sont beaucoup appuyés sur des pistes d'enquête fournies ou financées (directement ou indirectement) par les opposants politiques de Trump. Le ministère n'a pas examiné ou remis en question de manière adéquate ces documents et les motivations de ceux qui les ont fournis, même lorsque, à peu près au même moment, le directeur du FBI et d'autres personnes ont appris l'existence de renseignements importants et potentiellement contraires. »

Justice à deux vitesses : aucune enquête contre Clinton

Le procureur spécial a souligné ce qu'il a décrit comme un double système de justice, notant que le FBI n'a jamais ouvert d'enquête de contre-espionnage sur la campagne de Mme Clinton, bien qu'il ait reçu des informations selon lesquelles elle avait autorisé un sale coup visant à dépeindre M. Trump comme un laquais du président russe Vladimir Poutine afin d'influencer le résultat de l'élection.

« Les actions du FBI concernant d'autres renseignements hautement significatifs qu'il a reçus d'une source étrangère fiable indiquaient un plan de campagne de Clinton visant à vilipender Trump en le liant à Vladimir Poutine, afin de détourner l'attention de ses propres problèmes liés à son utilisation d'un serveur de messagerie privé », a conclu le rapport.

« Contrairement à l'ouverture par le FBI d'une enquête complète sur des membres inconnus de la campagne Trump, sur la base d'informations non corroborées, le FBI n'a jamais ouvert d'enquête, émis des ordres, employé du personnel d'analyse, ou fourni des analyses en rapport avec les informations sur l'affaire distincte concernant le plan de la campagne Clinton.

Cette absence d'action s'est produite en dépit du fait que l'importance des renseignements sur les plans de Clinton était telle qu'elle a incité le directeur de la CIA à informer le Président, le vice-président, le procureur général, le directeur du FBI et d'autres hauts responsables du gouvernement de leur contenu dans les jours qui ont suivi leur réception », a également écrit Durham.

« Les renseignements étaient suffisamment important pour que la CIA envoie un mémorandum écrit officiel au directeur Comey [du FBI] et au directeur adjoint de la division du contre-espionnage du FBI, Peter Strzok [qui a participé à la fausse enquête contre Trump, que la publication de ses SMS a montré qu'il avait une haine extrême pour Trump], pour qu'ils l'examinent et agissent en conséquence.

Fausse enquête anti-Trump du FBI sous le nez du chef du contre-espionnage

M. Durham a présenté des preuves significatives selon lesquelles M. Strzok, qui a dirigé l'équipe Crossfire Hurricane, mais a été renvoyé du FBI, a travaillé avec l'avocate du FBI Lisa Page, avec laquelle il avait une liaison, pour contourner le chef du contre-espionnage du FBI, Bill Priestap, son patron, afin de poursuivre l'enquête en obtenant l'approbation du directeur adjoint du FBI de l'époque, Andrew McCabe, qui a lui aussi été renvoyé par la suite. Renvoyés, mais jamais sanctionnés, précisons-le.

Le rapport cite Priestap qui a identifié « des cas où Strzok a partagé des

informations directement avec McCabe avant que Priestap ne puisse fournir les informations à McCabe lui-même ». Priestap a déclaré que ces actions le rendaient « fou ». Il a également déclaré au Bureau que Strzok était le pire délinquant à cet égard et que ces événements se produisaient principalement lorsqu'il (Priestap) voulait aller dans une direction et qu'ils (Page et Strzok) n'étaient pas d'accord et le contournaient donc ».

Le rapport a également révélé que l'agent qui a été contacté pour la première fois le 5 juillet 2016 par l'ex-agent du MI6 Christopher Steele, l'auteur du tristement célèbre dossier financé par la campagne d'Hillary Clinton, savait que la campagne de Clinton était liée à son travail, y compris la mention « HC » dans ses notes. Cet agent a déclaré que sa première réaction aux allégations de Steele concernant la collusion entre Trump et la Russie était « incrédule » et que Steele était « politiquement motivé », mais qu'il avait tout de même transmis les allégations au FBI.

« Nonobstant son scepticisme à l'égard du rapport, l'agent a estimé que les allégations étaient quelque chose qu'il ne pouvait pas ignorer arbitrairement », indique le rapport.

Conclusions

- Première conclusion : Dreuz a été dans le mille tout au long de ce scandale. Tous les articles que Dreuz a publié sont confirmés et corroborés par ce dossier Durham.
- A contrario, les médias français, tous les médias français, ont diffusé les thèses conspirationnistes de la collusion de Trump avec la Russie, sans vérification, sans recul, sans enquête, sans analyse, ils se sont contentés de reprendre les propos complotistes du Washington Post et du New York Times. Et si vous consultez les organes de fact checking, c'est Dreuz qui est accusé.
- L'autre conclusion est que cette affaire étant plus grave que le Watergate – puisque le FBI et l'administration Obama sont impliqués, contrairement au scandale qui impliquait Nixon – il est maintenant établi qu'un scandale de cette envergure n'existe que si les médias décident que c'est un scandale. S'ils veulent l'étouffer, le minimiser ou l'occulter, ils en ont le pouvoir. Un terrible pouvoir.

Ce que vaut réellement le rapport Durham

Bravo au *Washington Times* pour son article du 16 mai suggérant l'annulation des prix Pulitzer décernés au *New York Times* et au *Washington Post* pour avoir publié des reportages concernant la prétendue collusion de Donald Trump avec la Russie. Voici la description des reportages nationaux qui ont reçu des prix Pulitzer en 2018, par les responsables de Pulitzer :

Aux équipes du New York Times et du Washington Post

Pour une couverture profondément sourcée, rapportée sans relâche dans l'intérêt public qui a considérablement fait progresser la compréhension de la nation de l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016 et de ses liens avec la campagne Trump, l'équipe de transition du président élu et son éventuelle administration. (L'article du New York Times, soumis dans cette catégorie, a été retenu par le conseil d'administration et s'est vu décerner le prix conjointement).

« Une couverture sourcée et implacable dans l'intérêt du public » ?

C'est du délire.

Comparez cette fabrication de Pulitzer à un bref extrait du Rapport Durham, cité par *The Hill* :

« Les faits objectifs montrent que la gestion par le FBI d'aspects importants de l'affaire Crossfire Hurricane a été gravement déficiente », écrit M. Durham, qui affirme que le bureau s'est appuyé sur des « renseignements bruts, non analysés et non corroborés ».

L'avocat spécial, John Durham a conclu que le FBI « s'est appuyé sur des renseignements bruts, non analysés et non corroborés ». Le *Washington Post* et le *New York Times* osent-ils prétendre qu'ils sont allés au-delà de l'empressement du FBI à discréditer la campagne présidentielle de Trump en 2016 pour des raisons politiques ?

Il est intéressant de noter que le compte rendu du Rapport Durham publié dans le *Times* du 16 mai omet le terme « non corroboré », lancé par l'avocat spécial comme une lance dans le cœur du FBI – et de ceux qui ont avalé avec empressement le mensonge désormais connu sous le nom de « canular russe ».

Compte tenu de la définition de « non corroboré », je ne doute pas que le *Times* a évité ces termes comme un vampire évite la lumière du soleil : « non confirmé ou étayé par d'autres preuves ou informations ». C'est le verdict du Rapport Durham concernant l'aide apportée par le FBI à la campagne d'Hillary Clinton. Vraisemblablement, ce verdict s'applique aux prix Pulitzer

bidons remis au *Times* et au *Washington Post* pour leur service dans la tentative de démolir la présidence de Donald Trump.

N'oublions pas que le FBI aurait offert un million de dollars à Christopher Steele s'il pouvait corroborer son dossier sur M. Trump, dossier financé par Hillary Clinton. M. Steele n'a pas saisi sa chance d'obtenir un million de dollars.

À la mi-octobre 2016, le FBI aurait dû savoir que l'opération *Crossfire Hurricane* – l'opération visant à écraser Trump – était une opération de désinformation démocrate. Mais ils n'ont pas voulu laisser passer la chance d'aider Hillary à devenir présidente.

La vérité c'est que l'opération *Crossfire Hurricane* était un exemple de projection politique au énième degré – les méchants n'étant pas les Russes, mais les zéloteurs gauchistes du renseignement américain.

Le *Times* affirme que John Durham n'a pas réussi à faire des « révélations fracassantes ».

Mais comment les auteurs du « canular russe » peuvent-ils répondre de manière convaincante à des questions fondées sur les conclusions du Rapport ?

Comment, pour donner un exemple, le déshonoré Adam Schiff peut-il défendre son affirmation sur la collusion russe telle qu'elle a été rapportée par *Politico* il y a quatre ans, à savoir que les preuves étaient « visibles pour tous » ?

Autre exemple, comment Nicholas Kristof peut-il aujourd'hui corroborer sa chronique de décembre 2016 dans laquelle il ridiculise le Président élu Donald Trump, le surnommant « le caniche des Russes » ?

Il ne le peut pas, bien sûr, sauf à continuer à porter un faux témoignage.

Mais c'est là le véritable enjeu du Rapport Durham, en l'absence de « révélations fracassantes ». Le Rapport Durham est un livre blanc destiné au peuple américain, qui présente les preuves que la cabale visant à saper et à détruire Donald J. Trump est formée par une bande de menteurs déterminés à transformer le pays à leur propre image.

Il appartient maintenant aux Républicains de la Chambre des représentants d'utiliser le rapport du conseiller spécial John Durham comme guide de travail pour chasser ces coquins de ce qu'ils prétendent être leur habitat naturel : Washington, D.C.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Traduction de Magali Marc (@magalimarc15) pour Dreuz.info.

Source : American Thinker